

LA DÉCROISSANCE : MOINS, ET SURTOUT AUTREMENT



analyse

Dans la quasi-totalité des discours politiques et économiques, la croissance est présentée comme un remède universel, la panacée qui guérira tous nos maux sociaux. Pauvreté, chômage, exclusion, insécurité, voire inégalités : tout cela pourrait être balayé pour autant que les sociétés européennes arrivent à faire croître suffisamment leur PIB. Après une quinzaine d'années sans récession, qui n'ont pourtant eu que peu d'effets sur l'ensemble de ces problématiques, ce discours commence à tenir de l'incantation plutôt que la description, de l'idéologie plutôt que de l'expertise « neutre ». Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le discours porté par les « objecteurs de croissance » ou les porte-parole de la décroissance reçoive un écho de plus en plus large et suscite une adhésion grandissante. A titre d'exemple, ils étaient encore plusieurs centaines cet été, à l'occasion de la « démarche de l'après croissance », une marche d'une vingtaine de jours partie de Maubeuge le 14 juillet et arrivée à Liège le 8 août, pour clamer – ou plutôt chuchoter puisqu'on n'y aime pas le bruit et la fureur –, à sa manière, qu'un autre monde était possible⁽¹⁾.

Dans le discours que tiennent ces objecteurs de croissance s'entremêlent sans cesse, deux niveaux d'argumentation, l'un de nature technico-scientifique, l'autre de nature philosophico-morale, qu'il s'agit de séparer pour mieux comprendre ce qui en fait la spécificité. Du côté philosophico-moral, le mouvement reprend essentiellement, sans véritablement les renouveler, des thématiques anciennes qui ont leurs sources dans la critique de la société de consommation et de l'aliénation du travail, particulièrement développées dans le sillage de Mai 68. Ceux qui s'en réclament promeuvent un retour à une « simplicité volontaire », un mode de vie débarrassé des obsessions matérielles et des « désirs artificiels » imposés par la société marchande. A rebours de ce monde superficiel qui serait le nôtre, où la marchandisation s'insinue au cœur de toutes les relations sociales, ils prônent un retour aux « vraies valeurs », dans un élan auquel ses dimensions spirituelles, communautaires et anti-matérialistes donnent parfois un aspect religieux. Les principales filiations de cette première strate de la décroissance sont à trouver du côté de Jacques Ellul, critique de la technique prométhéenne aliénante, d'André Gorz et de sa remise en question radicale du travaillisme, du consumérisme et de l'aliénation productiviste, ou encore d'Ivan Illich.

La seconde strate, qui se fonde, elle, sur un discours aux accents plus scientifiques, se réclame presque exclusivement, d'un seul père tutélaire : Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994), intellectuel roumain qui a effectué sa carrière universitaire aux États-Unis. Docteur en statistiques, il s'oriente vers l'économie suite à sa rencontre avec Joseph Schumpeter, le père du concept de « destruction créatrice ». L'apport fondamental de Georgescu-Roegen réside dans l'introduction des contraintes physiques dans la dynamique des modèles économiques. Et plus particulièrement, de la 2^e loi de la thermodynamique – loi de l'entropie – dont il se sert pour montrer la contradiction qui existerait entre l'utopie de croissance infinie et la réalité d'un monde fini soumis, qui plus est, à la dégradation irréversible des ressources naturelles. Il n'y a là, dans un résumé qui ne rend pas justice à la complexité d'une pensée, pas beaucoup plus que du bon sens. Mais un bon sens qui s'oppose très frontalement aux représentations profanes et savantes que la science économique propose de l'activité économique elle-même : celle-ci est en effet présentée comme un processus circulaire reproductible à l'infini, un cercle abstrait, anhistorique, et décontextualisé. Ce que rappelle Georgescu-Roegen, c'est simplement que l'accomplissement d'un tour supplémentaire dégrade irrémédiablement la quantité des ressources disponibles et en affecte la qualité⁽²⁾.

De ce simple constat, Georgescu tire une théorie fondée sur la nécessité de diminuer drastiquement les flux de matières premières utilisées dans les activités économiques. Il convient toutefois de rajouter que ses écrits, d'une haute technicité, sont particulièrement difficiles d'accès et que, parmi les décroissants, bien peu nombreux sont ceux qui aient véritablement lu et assimilé Georgescu. Il demeure de ce fait bien plus une figure de référence, voire un argument rhétorique d'autorité, qu'une boîte à outils politiquement appropriables⁽³⁾.

Pour rester sur le plan rhétorique, le terme de « décroissance » ne doit d'ailleurs pas tant s'appréhender comme un objectif politique ou économique en soi, que comme une arme discursive, un concept à haute valeur didactique. Ou, pour reprendre l'expression de Paul Ariès, auteur d'une série d'ouvrages anticonsuméristes, « un mot obus pour pulvériser la pensée économiste dominante qui ne se limite pas au néolibéralisme ». Au fond, dans cette conception, invoquer la décroissance, ce serait, non pas proposer un ensemble de mesures politiques constitutives d'un programme de gouvernement, mais, avant tout, réussir à interroger ce tabou et cette fallacieuse panacée qu'est la croissance, ce serait parvenir à réaliser ce que le concept de développement durable n'est pas parvenu à obtenir, à savoir une véritable réorientation des politiques économiques en fonction d'impératifs sociaux et environnementaux. Ce mot obus posséderait la vertu pédagogique de s'attaquer au cœur même de la sphère de production, là où les utilisations politiques qui sont faites du développement durable le cantonnent à la seule sphère environnementale.

Travail et décroissance

La question du travail est évidemment au centre des réflexions du mouvement pour la décroissance. On lira à cet égard, le deuxième numéro de la revue *Entropia*, qui se veut le lieu de rassemblement intellectuel de ceux qui essayent de penser des alternatives à la société de croissance et de consommation effrénées. C'est d'ailleurs sans doute cette question - qui est aussi celle du productivisme - qui sépare le plus nettement les altermondialistes (héritiers de la social-démocratie et du marxisme) et les décroissants. Là où les premiers continuent à tenir, pour l'essentiel, un discours de valorisation du plein emploi, les seconds, au contraire, disent prendre acte des potentialités ouvertes par la diminution constante de la quantité de travail nécessaire (du fait des gains de productivité), et cherchent à penser des alternatives créatives centrées sur l'autoproduction et la réappropriation du sens du travail. C'est, par exemple, le sens de l'article d'André Gorz (*Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme*) dans cette même revue. Il y défend le caractère contagieux de certaines pratiques « d'autoproduction communale coopérative » qui, selon lui, contribueront à « changer notre regard sur ce qui est en illustrant ce qui peut être » et aideront à « faire perdre sa centralité à ce « travail » que le capitalisme abolit massivement tout en exigeant de chacun qu'il se batte contre tous les autres pour l'obtenir à tout prix. »

C'est donc en faveur d'une réduction massive du temps de travail que plaident les tenants de la décroissance, sans se faire d'illusion sur le développement du secteur des services, et en se montrant même particulièrement critiques à l'égard des services dits à la personne, dans lesquels ils voient surtout le cheval de Troie de la marchandisation des rapports sociaux. C'est dans cette optique que s'inscrit, par exemple, la synthèse des études empiriques consacrées au développement des services de ménage à domicile que signent les économistes Sandrine Rousseau et François-Xavier Devetter (*La supercherie de l'externalisation des tâches domestiques*) dans *Entropia*. Les auteurs y rappellent les nombreux travaux féministes tendant à démontrer que « le développement des emplois de ménage à domicile signale l'échec d'une redistribution des tâches domestiques au sein du ménage. » Bref, « la défaite des femmes actives au sein de leur ménage est alors compensée par leur victoire face aux femmes de classes plus défavorisées ». La promotion de pareils emplois s'articulerait donc parfaitement, selon les auteurs, avec un modèle de société fondé sur une division sociale du travail accrue, permettant la marchandisation de nouvelles activités – avec en arrière-fond cette « idéologie travailliste » partagée par la quasi-totalité de l'échiquier politique et syndical. Une lecture qui ne manque pas de piquant au moment où, chez nous, le budget public consacré au dispositif des titres-services est en pleine explosion...

S'il est encore dispersé et fondamentalement éclaté (voire réticulaire), le mouvement décroissant a cependant déjà sa revue intellectuelle (*Entropia*) et son hebdomadaire (*La décroissance*) en France. En Belgique le mouvement a même son émission de radio mensuelle - qui ne s'en veut évidemment pas le porte-parole. Diffusée chaque mois sur la radio associative bruxelloise Radio Panik, l'émission Objecteurs de croissance aborde régulièrement des thèmes tels que la politique agricole commune, le rapport à la technique, le surendettement, etc⁽⁴⁾.

(1) Voir le site de la démarche : <http://www.demarche.org>.

(2) Actuellement épuisé, son ouvrage majeur traduit en français sous le titre de «La décroissance» est téléchargeable intégralement sur Internet : http://classiques.uqac.ca/contemporains/georgescu_roegen_nicolas/dcroissance/la_decroissance.pdf.

(3) Pour une tentative de vulgarisation, on se référera à l'article «L'économie et la thermodynamique» des physiciens Pierre Gillis et Grégoire Wallenborn, dans la dernière livraison des Cahiers marxistes (n° 236, mai-juin 2007). Pour plus d'informations, voir le site : <http://www.ulb.ac.be/socio/cmarx/>

(4) Voir le site de la radio : <http://www.radiopanik.org> et le site de l'émission : www.lapetite-radio.org/.